

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, avec la Radiodiffusion Télévision du Sénégal le 1er février 2005, sur les relations franco-sénégalaises et l'aide au développement.

QUESTION - Monsieur le Président de la République française, la Radiodiffusion Télévision du Sénégal, la RTS, et au-delà le peuple sénégalais et le Président de la République du Sénégal Maître Abdoulaye WADE se réjouissent de l'honneur que vous leur faites en nous accueillant ici au palais de l'Élysée pour un entretien exclusif. Monsieur le Président de la République, votre homologue sénégalais Maître Abdoulaye WADE ainsi que le peuple sénégalais tout entier vous attendent à partir de demain pour une visite officielle au Sénégal. Au-delà des liens historiques et culturels qui unissent Paris à Dakar, quel sens particulier conférez-vous à cette visite ?

LE PRESIDENT - Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue et remercier toute l'équipe et, au-delà, la RTS qui est venue m'interviewer. Par votre intermédiaire, je voudrais dire un très cordial message d'abord à Maître WADE, qui est mon ami, votre Président et à travers lui, à l'ensemble des Sénégalaises et des Sénégalais. Leur dire combien je me réjouis de venir au Sénégal où je serai porteur d'un message d'estime, de respect, d'amitié et d'affection pour les Sénégalais.

QUESTION - Monsieur le Président de la République française, vous allez donc, à partir de demain, rencontrer votre ami le Président Maître Abdoulaye WADE, un homme dont le parcours politique représente bien des similitudes avec le vôtre : un long parcours dans l'opposition, une longue pratique de l'opposition où vous réclamez les mêmes valeurs de démocratie, de justice dans votre action politique au quotidien. Cela devrait, je présume, imprimer un cachet particulier à cette visite ?

LE PRESIDENT - C'est d'abord une visite d'ami. Au-delà des options politiques, j'ai toujours eu avec les représentants du peuple sénégalais des relations extrêmement chaleureuses et amicales. C'est vrai notamment pour Maître Abdoulaye WADE que je connais depuis longtemps et pour qui j'ai beaucoup d'estime et d'amitié. D'abord, il incarne un pays que j'aime et que j'admire. Il incarne aussi une forme de démocratie qui a permis tout naturellement d'assumer la continuité du pouvoir quels que soient les aléas politiques. C'est quelque chose dont le Sénégal peut être fier, et qui a été permis grâce à la qualité de ses dirigeants. Enfin, Maître WADE incarne une forme moderne du développement. Il est extrêmement attaché au développement de son pays, économique, social, culturel, et il y réussit très bien, mais il est également très attaché au développement en général de l'Afrique, plus généralement encore des pays en développement. Il incarne, à mes yeux, une force de développement dans le respect des principes de la démocratie qui mérite d'être saluée et pour laquelle j'ai beaucoup d'admiration.

QUESTION - Oui, ce voyage sera donc l'occasion de confirmation d'une vieille amitié en quelque sorte ?

LE PRESIDENT - Une très ancienne amitié entre le Sénégal et la France, une amitié historique et une amitié entre les hommes qui représentent ces deux pays.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, élargissons un peu en parlant de l'Afrique au-delà du Sénégal. On sait qu'avec l'avènement de nouveaux dirigeants africains dont Maître Abdoulaye WADE, l'Afrique éprouve un peu le besoin de prendre en mains son propre destin. C'est dans cette optique qu'est né le NEPAD dont l'une des composantes est justement le plan

... est dans cette optique que certains dirigeants ont conçu des programmes de développement planifié OMEGA. Le NEPAD, qui est une oeuvre commune de plusieurs Chefs d'Etat africains, vous paraît-il être une réponse appropriée aux problèmes de développement de l'Afrique à l'heure actuelle ?

LE PRESIDENT - Sans aucun doute. Maître WADE, vous l'avez évoqué tout à l'heure, avait à l'origine eu une conception du développement qu'il avait exprimée dans ce qu'il avait appelé le plan OMEGA, auquel la France et moi-même avions souscrit immédiatement. En même temps, d'autres élaboraient une autre idéologie du développement. Pour faire court, ces deux initiatives se sont rejointes d'abord dans l'enceinte de l'Union africaine - qui s'appelait à ce moment-là l'OUA - puis ont été présentées, notamment à l'initiative de la France, par Maître WADE lors du Sommet du G8 à Gênes. Elles ont été développées ensuite et approuvées au Sommet suivant au Canada à Kananaskis puis au Sommet qui a eu lieu l'année d'après en France, à Evian. L'idée fondamentale est que pendant longtemps l'Afrique sous-développée avait vécu avec une aide extérieure, d'ailleurs insuffisante, mais une aide extérieure. Si vous voulez, c'était le principe de l'assistance. Dans l'idée des dirigeants africains d'aujourd'hui et notamment de l'Union africaine, dans celle qu'a portée le Président sénégalais, il s'agit de substituer l'idée de partenariat à l'idée d'assistance.

Autrement dit, on définit, en réfléchissant ensemble, les besoins et les moyens de satisfaire ces besoins du développement des pays africains qui, eux-mêmes font un effort en matière de bonne gouvernance, de respect des règles de marché, des règles environnementales, etc. A partir de là, on donne une impulsion au développement de l'Afrique, une impulsion dans le cadre d'un partenariat et non plus dans le cadre d'une politique, en quelque sorte, unilatérale d'assistance. Je crois que c'est la bonne vision des choses et j'ai toujours soutenu dans ce domaine les initiatives et les idées qui ont été notamment développées et soutenues par Maître WADE.

QUESTION - Vous avez donc parlé de votre vision au sujet du NEPAD et réaffirmé peut-être l'appui que vous entendez apporter au NEPAD. Quelle forme d'appui ?

LE PRESIDENT - D'abord, c'est un appui à la conception même des choses. Cette volonté des dirigeants africains, et notamment les principaux d'entre eux, de prendre eux-mêmes en mains leur avenir et de demander, ce qui est légitime et naturel, la solidarité internationale. C'est une démarche qui, seule, peut permettre à mon avis de répondre au problème qui se pose. A partir de là, il faut définir les grands programmes. Maître WADE en a souvent parlé en mettant l'accent sur les grandes infrastructures, sur la résolution de la fracture numérique qui est l'un des sujets auquel il attache beaucoup d'importance, sur les problèmes d'éducation, de santé. Je pense en particulier à l'action du Président sénégalais dans le domaine du SIDA, action exemplaire en Afrique, et beaucoup d'autres choses. Donc, il faut concevoir les actions à mener. A partir de là, il faut que ces actions soient gérées le plus sérieusement possible. D'où l'idée de bonne gouvernance et le souci des principaux dirigeants africains aujourd'hui d'avoir une gouvernance moderne, efficace, juste, démocratique, libérale. Il faut réunir les moyens. Les moyens, ce n'est pas l'Afrique qui peut les fournir, beaucoup s'en faut, il faut une action qui soit coordonnée, solidaire, entre les pays qui ont les moyens de faire de l'aide au développement et ceux qui ont besoin de cette aide et de la solidarité internationale dans le cadre de cette gestion et de ces programmes.

Pour cela, je milite depuis déjà quelque temps, vous le savez, j'en ai encore parlé tout récemment, pour que non seulement il y ait une augmentation indispensable, et qui est moralement justifiée, de l'aide aux pays en développement, mais pour que l'on invente et que l'on trouve des financements nouveaux innovants, complétant les financements budgétaires des pays les plus riches pour permettre d'atteindre le niveau de moyens indispensable au développement notamment de l'Afrique et, en règle générale des pays en développement. D'où l'idée d'une taxation internationale que je porte déjà depuis un certain temps, que j'ai longuement développée devant les Nations Unies il y a quelques mois, que j'ai encore développée à Davos il y a quelques jours et qui est à mon avis une exigence incontournable pour permettre le développement.

QUESTION - La France, votre pays, qui du reste s'est toujours manifestée dans ce domaine,

servira encore de locomotive.

LE PRESIDENT - C'est ce que nous souhaitons aujourd'hui. Cette ambition est partagée par les Africains. Ce qui est important, c'est que les dirigeants africains apportent leur volonté et que les dirigeants des pays riches leurs moyens. Mais, ce qui est capital, c'est la volonté des dirigeants africains et aujourd'hui je dois dire que cela existe. Je connais l'Afrique depuis très longtemps et j'étais heureux de voir l'Afrique représentée pour la première fois au G8 de Gênes en Italie, il y a trois ou quatre ans. Il y avait là, notamment, le Président du Sénégal venu défendre une notion moderne, engagée, responsable du développement et j'étais heureux qu'il ait siégé avec les dirigeants du G8. On les a retrouvés à Kananaskis au Canada l'année suivante pour le G8. Il y a, petit à petit, une prise en main par l'Afrique et par les dirigeants africains, de leurs responsabilités et cela c'est nécessaire dans un processus de développement.

QUESTION - Dans le même ordre d'idée, dans la même optique, Monsieur le Président, il est une idée, qui émane de vous-même et du Président Maître Abdoulaye WADE, c'est cette conférence qui s'ouvre à partir de vendredi 4 février à Dakar sur la réforme agricole. Que peut attendre le Sénégal en terme de coopération bilatérale avec la France dans le domaine agricole et, au-delà, qu'est-ce que l'Afrique qui sera représentée doit attendre de cette initiative ?

LE PRESIDENT - Je crois que le Président WADE a eu là une heureuse initiative. Il y a au fond, dans le monde, les pays agricoles riches et qui se protègent, on peut le comprendre. Il y a ceux que l'on appelle les pays émergents qui voudraient bien bénéficier pour eux essentiellement de l'ouverture des marchés des pays riches et qui donc développent leurs propres thèses et leurs propres intérêts. Et puis, il y a les pays pauvres, les pays en développement, notamment l'Afrique, que l'on a un peu tendance à oublier, et dont on sait pourtant que le développement agricole et la capacité de se nourrir est un élément important du niveau de vie et du développement des populations.

Or, on voit bien que trop souvent leurs intérêts sont un peu ignorés par les autres, par les riches et par les émergents. Ils se disputent entre eux mais ils ignorent un peu les pays vraiment en développement. Donc, l'idée de Maître WADE est de dire : nous, nous avons nos propres problèmes. On n'en parle jamais, on ne parle que pour nous demander notre appui, ou notre aide, ou notre soutien dans des conférences internationales, et nos intérêts eux-mêmes passent un peu par pertes et profits. Et si l'on veut que nos intérêts soient pris en compte, il faut que l'on ait une véritable expression de ces intérêts et donc il faut que l'on en parle, que l'on élabore une doctrine, que l'on puisse faire connaître notre point de vue et un point de vue solidaire.

Le Président du Sénégal s'est donc dit : il faudrait qu'il y ait un endroit où l'on puisse parler de nos problèmes agricoles car l'agriculture est évidemment un élément important du développement dans ces pays. D'où l'idée d'un Davos agricole si vous voulez, le Dakar agricole qui va s'ouvrir dans quelques jours et auquel participeront quelques Chefs d'Etat mais ce n'est pas cela qui est le plus important, auquel participeront surtout un certain nombre de responsables économiques, sociaux, compétents pour discuter ensemble de ce que doit être une politique de développement agricole conforme aux intérêts des populations, des pays en développement. Cela, c'est une grande idée. J'en suis persuadé. C'est la raison pour laquelle j'ai été heureux de répondre à l'invitation de Maître WADE, j'ai été heureux de pouvoir apporter ma contribution, pas tellement pour parler, je dirai ce que j'ai à dire, mais surtout pour écouter et mieux comprendre quels sont les problèmes qu'il faut résoudre pour permettre un développement agricole plus important et mieux partagé dans les pays en développement et notamment les pays africains. Je trouve que c'était une très bonne idée de la part du Président WADE de faire ce Sommet.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, vous venez de réaffirmer sans ambiguïté la volonté de la France d'accompagner les efforts de développement endogène de l'Afrique et qui s'exprime à travers des projets tels que le NEPAD, le Dakar agricole, etc. Avez-vous senti à peu près la même volonté au niveau de vos pairs européens, de l'Union européenne qui est une entité politique et économique homogène dont on dit qu'elle s'éloigne progressivement des problèmes africains ?

LE PRESIDENT - C'est une question qui est très intéressante et qui est très importante.

LE PRESIDENT - Cela, ce n'est pas vrai. Premièrement, l'Union européenne a parfaitement conscience qu'elle ne peut pas envisager l'avenir sans avoir un lien fort avec son voisin du sud. Et son voisin du sud, il apparaît de plus en plus évident que ce n'est pas seulement l'Afrique du Nord, mais également l'Afrique toute entière. Il n'est pas possible pour l'Union européenne de se développer sans qu'il y ait parallèlement un développement de son voisin du sud. Quand je dis que ce n'est pas possible, cela n'est pas possible moralement, mais ce n'est pas possible non plus sur le plan politique. Il suffit de voir l'importance de la démographie en Afrique pour bien comprendre que si l'on ne répond pas aux besoins non seulement dans le domaine de l'éducation, de la santé, mais aussi du travail, aux besoins de toutes ces jeunes classes africaines, alors il y aura des problèmes insolubles notamment dans les relations entre l'Europe et l'Afrique. C'est pourquoi l'Europe ne se désintéresse pas de l'Afrique. D'ailleurs, je dois dire que parmi les pays européens, plusieurs sont des éléments moteurs, notamment la France, pour rappeler, le cas échéant, à l'Europe qu'elle dépend pour une large part de l'Afrique sur un plan que je dirais stratégique.

Deuxièmement, l'Europe fait un effort important sur le plan financier, dans le domaine de la coopération. Elle a un Fonds de développement qui est un fonds important et qui apporte des aides substantielles à l'Afrique. Je note d'ailleurs que la France s'est fait un honneur de participer pour le quart, à elle toute seule, à ce fonds d'aide et de développement, pour bien marquer sa volonté de ne pas céder aux tentations de le voir diminuer. C'est comme cela. Ce fonds est géré par la Commission. Pendant quelque temps, les Africains se sont plaints. Quand on se plaint il y a toujours une raison. Donc, probablement à juste titre. Ils se sont plaints des relations difficiles avec le fonds, d'une multiplication des complications de l'administration de Bruxelles. Et comme toujours, quand il y a une critique, il y a des raisons. Elles ne sont pas toutes justifiées, mais une partie l'était. Mais je vois que la nouvelle Commission a confié à un homme tout à fait éminent, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Belgique, la fonction et la responsabilité du développement. Et je fais confiance à Monsieur Louis Michel pour donner une impulsion nouvelle et pour faciliter la bonne relation entre l'Union européenne et l'Afrique et la possibilité de mieux utiliser l'Europe pour faciliter le développement de l'Afrique.

QUESTION - Monsieur le Président nous allons conclure. Vous avez dit un jour que pour vous, le Sénégal n'est pas n'importe quel pays, pour vous Jacques CHIRAC et pour la France également. Alors, sous cet éclairage et sous ce rapport, quel message souhaitez-vous adresser au peuple sénégalais ?

LE PRESIDENT - D'abord, j'ai toujours eu beaucoup d'estime et d'affection, je vous l'ai dit, pour le peuple sénégalais, qui a une relation avec la France très ancienne. J'éprouverai une certaine émotion dans deux jours à Saint-Louis du Sénégal. C'est donc une relation très ancienne. Le nombre d'hommes politiques, de personnalités sénégalaises de la culture, de l'éducation, parmi les plus éminentes, qui ont irrigué la culture française, est considérable. Deuxièmement, il y a eu les liens du sang qui ont été extrêmement importants. Quand la France a été en danger, ou dans la difficulté, elle a toujours trouvé les Sénégalais, brillants soldats, à ses côtés, pour la défendre, pour défendre la liberté. Et cela, c'est un lien qui ne s'oublie pas. C'est le lien du sang. C'est beaucoup plus encore que le lien familial. C'est le lien du sang et la reconnaissance à cet égard. J'étais très ému lors des cérémonies du 60ème anniversaire, le 15 août dernier, en Méditerranée, pour évoquer le débarquement, en présence d'ailleurs du Président du Sénégal, de voir ces tirailleurs sénégalais, âgés maintenant, et qui étaient présents. Ils avaient fière allure. Cela a été un honneur pour moi de conférer la Légion d'Honneur à un certain nombre d'entre eux et notamment d'en remettre moi-même à deux d'entre eux les insignes.

Troisièmement, le Sénégal est une terre extraordinairement riche de culture, de création, dans tous les domaines. Il compte parmi les représentants les plus éminents dans le monde de la chanson, de la sculpture, de la peinture. Vous avez des Sénégalais parmi les tout premiers. Et quel privilège pour nous de constater qu'ils s'expriment en français, en général et même toujours. C'est, pour la relation entre nos deux pays, quelque chose de très riche d'avoir cette relation culturelle profonde. Nous appartenons à un grand ensemble qu'on appelle la francophonie. Le Sénégal a été et est l'un des moteurs de cet ensemble francophone.

Sénégal, d'été et cet été en des milliers de ses ensembles nationaux.

Donc, vous voyez qu'il y a beaucoup de raisons pour que la France ne considère pas le Sénégal comme un pays parmi d'autres. C'est un pays qui a une place à part dans le coeur de la France, dans le respect pour sa civilisation, sa culture, son art, et dans l'exigence de solidarité dans l'effort de développement et de modernisation qu'il entreprend.

QUESTION - Monsieur le Président de la République française, pour avoir accepté de lui réserver cette exclusivité exceptionnelle, la Radiodiffusion Télévision du Sénégal vous redit encore une fois merci et vous dit : Bienvenue au Sénégal.

LE PRESIDENT - Merci à la RTS et de tout coeur, tous mes voeux, nous sommes encore en début d'année, tous mes voeux au Président naturellement, mais plus encore, à chacune et à chacun des Sénégalaises et des Sénégalais. Tous mes voeux aux jeunes Sénégalais qui sont porteurs du Sénégal de demain.

QUESTION - Je vous en remercie Monsieur le Président.